

j'avais un devoir à remplir; je compris que si on n'opérait pas le changement désiré par nous, je ne devais pour cela faire comme le chien couché dans la crèche. Je reconnus qu'il valait mieux adopter n'importe quel projet plutôt que de souffrir encore des difficultés que nous endurons depuis si longtemps, et je dis aux hon. députés du Bas-Canada que si c'était là la politique qu'ils devaient suivre, ils changeaient par ce fait considérablement mes dispositions. Une autre chose qui a produit un singulier effet dans mon esprit, c'est le rapport du col. JERVOIS sur les défenses de notre pays. Il m'est impossible de ne pas dire que les discours prononcés dans le parlement anglais, et qui avaient pour but d'exprimer l'absence de sympathie pour le Canada et le désir que ce pays fut abandonné à lui-même, m'ont grandement déplu; et bien que je crois avoir un cœur loyal et que je sois lié par de puissantes obligations au maintien de la suprématie anglaise, j'ai trouvé singulier que des hommes d'Etat de l'Angleterre aient manifesté la volonté de nous voir passer à une puissance étrangère. Mais le col. JERVOIS a été envoyé en ce pays pour constater quels travaux de défense seraient nécessaires pour résister à l'agression dans le cas où le malheur voudrait qu'une guerre éclatât; or, quand je constate qu'il dit dans son rapport que notre pays est difficile à défendre, et que dans ce but il nous faudrait une armée considérable, et lorsque je vois que le gouvernement britannique, fidèle à ses antécédents, a décidé de nous venir en aide sous ce rapport, cela me console et me donne à penser que dans les circonstances actuelles il ne serait pas de mon devoir de refuser mon adhésion à la mesure du gouvernement, et cela quand je sais que la vie et la propriété de mes commettants, au nombre de 30,000, sont en tout temps exposées à une attaque par les armées de toute puissance étrangère. (Écoutez ! Il me semble que la mise à exécution de la mesure donnera lieu à beaucoup de dépenses et de difficultés; mais pour cela il ne s'ensuit pas que je doive la rejeter, quand par elle nous aurons le secours qui nous sera si nécessaire. Plus qu'aucun autre pays, les États-Unis sont peut-être disposés à chercher noise à leurs voisins, parce que chez eux l'idée universelle est qu'ils doivent pratiquer la doctrine MONROE jusqu'à ce qu'ils soient maître de tout le continent américain. Le peuple américain est maintenant porté à la guerre, dont il pratique l'art dans son propre

sein depuis quatre ans; il fait montre de peu de sympathie pour ceux qui ont eu d'étroites relations d'affaires avec lui, qui ont grandi avec lui, et tout me porte à croire qu'il n'aurait aucun égard pour nous dans le cas d'un conflit avec nous ou avec la mère-patrie. Nous sommes dans une position très difficile. Les Américains ont déjà fait beaucoup pour provoquer la colère de l'Angleterre et insulter le Canada. En ce moment, ils parlent d'abroger le traité de réciprocité et le système d'entreposage. Ils ont imposé un système de passeports qui n'a été abandonné que depuis peu. Eh bien ! voyant qu'on ne pouvait obtenir justice pour le Haut-Canada; voyant que les ministères tombaient l'un après l'autre sans avoir rien fait, et quelle était notre position vis-à-vis des États-Unis, je renonçai de faire de l'opposition au nouvel arrangement. Lorsque je vis aussi, il y a quelques jours, le télégramme relatif aux débats dans la chambre des lords; lorsque je vis que le peuple anglais s'occupait tant des affaires canadiennes, et que dans la chambre haute il avait été déclaré qu'il ne serait pris aucune mesure concernant la compagnie de la Baie d'Hudson, avant que des renseignements ne fussent reçus du Canada, au sujet du système fédéral; lorsque je vis qu'on voulait être avec nous, en paix comme en guerre, et que l'on nous disait: "Aidez-vous et l'on vous aidera," j'ai reconnu que forcément nous devions adopter ces résolutions. (Écoutez !) Comme l'hon. ami qui a parlé aujourd'hui, je ne crois pas que dans trois ans on demandera encore l'annexion. Je crois qu'au bout de ce temps nous serons un peuple stable, que nous serons capables de repousser une agression; que nous aurons acquis une position plus marquante aux yeux de l'Angleterre et du monde entier, et que nos frontières s'étendront du Canada à la Rivière-Rouge ou à la Saskatchewan. Je partage l'opinion d'un autre hon. député qui a parlé aujourd'hui, et qui ne désire pas voir les jeunes gens de ce pays émigrer ailleurs quand, pendant bien longtemps encore, il y aura place ici pour eux. Je désire que nous gardions parmi nous les jeunes gens et les vieux aussi, tant qu'ils vivront. (Écoutez ! écoutez !) L'Angleterre, qui va faire beaucoup pour nous, sous d'autres rapports, se chargera bien de coloniser cette contrée; pour nous, elle ne sera pas une méchante mère; quand elle nous aura mis dans une position difficile, elle ne demandera pas à ses enfants d'en